

Mardi 24 juin 2014

---

## **Pour débloquer l'ascenseur social il faut revoir le système d'attribution des bourses aux étudiants**

---

Alors qu'une étude récente montre qu'en dépit des efforts effectués, notamment via le système d'aides sociales aux étudiants, la mobilité sociale régresse en France, les résultats d'une enquête de l'Unef met en évidence la dégradation des conditions de fonctionnement des universités, et réclame une augmentation des bourses et des postes réellement ouverts dans les universités.

Le constat, malgré son misérabilisme, a l'intérêt de souligner la réalité des problèmes économiques des universités et les conséquences sur la qualité des conditions d'études des étudiants. Mais les demandes qui en découlent, si le ministère y répond favorablement, ne feraient qu'aggraver la situation.

Dans un budget contraint, la pratique des vases communicants entre budgets des universités et aides sociales aux étudiants contribue à dégrader les conditions de vie et d'études de ces derniers ; l'augmentation des boursiers bénéficiant de l'exonération des frais d'inscription et de sécurité sociale (dits « taux 0 ») financée sur les ressources des universités en est un exemple récent. Prendre aux universités pour donner individuellement aux étudiants n'est qu'une fuite en avant non seulement inefficace mais visiblement nuisible.

Au bout du compte c'est la non sélection et la quasi gratuité de l'université qui sont remises en cause, lorsqu'on ne s'attaque pas aux vrais problèmes et qu'on ferme les yeux sur des utilisations détournées de la 1<sup>ère</sup> année des formations universitaires. Et le risque est le même lorsqu'on dénigre un système universitaire dont on veut défendre les valeurs ; quand les étudiants affirment que l'université actuelle leur convient mal, ils courent le danger de se voir proposer un autre système plus fermé et plus coûteux pour eux à un moment où la crise financière pousse à la recherche d'économies dans tout domaine.

En France, les études sont un droit, l'aide financière aux études aussi, mais pour garder ces privilèges républicains il ne faut pas oublier les devoirs qui accompagnent toute utilisation d'argent public : le devoir pour un étudiant boursier, comme d'ailleurs pour tout étudiant - puisque indépendamment des bourses, l'Etat paye pour les études de chacun -, c'est de faire vraiment des études et de s'employer à y réussir. En contrepartie, l'Etat doit tenir ses promesses aux étudiants et assumer la charge financière des aides sociales qu'il met en œuvre sans le faire sur le budget des universités.

C'est le système des bourses qu'il convient donc de revoir en étant plus exigeant sur les présences aux cours et sur les résultats, sur le droit systématique et répété au redoublement sans conditions et en s'interrogeant sur le saupoudrage actuel de bourses individuelles dérisoires.

L'évidence première qui ressort de l'enquête de l'UNEF c'est que l'augmentation des aides individuelles, importante ces dernières années, n'apporte pas de meilleure réussite des étudiants et ne contribue pas à débloquer l'ascenseur social ; par contre, elle contribue à la dégradation de l'ensemble du système universitaire puisqu'on prend ces aides sur le budget des universités.

Revoyons donc d'abord le système actuel de distribution des bourses pour le rendre plus efficace et ne mettons pas en concurrence l'aide individuelle des bourses et l'amélioration nécessaire de l'accueil et de la formation des étudiants à l'Université.

Tribune portée par commission vie de l'étudiant et questions sociales de la CPU

Contact presse : Pôle Communication – 01 44 32 92 45